PROCES-VERBAL DU COMITÉ SYNDICAL DU 5 MARS 2025
SYNDICAT MIXTE MOSELLE AMONT

La réunion a débuté le 5 mars 2025 à 18h00 sous la présidence du Président, Monsieur ANDRES Dominique.

Membres présents :

Monsieur ANDRES Dominique
Monsieur BERTRAND Michel
Monsieur BONNE Grégory
Monsieur CHEVRIER Bruno
Monsieur CHIVOT Jean-Marie
Monsieur GARION Eric
Monsieur GRANDVALLET François
Madame GREMILLET Virginie
Monsieur HUREL Jacques
Monsieur LEROY Régis
Madame LOUIS Catherine
Monsieur MENTREL Jean Louis
Monsieur MICLO Jean-Paul
Monsieur MOREL Bernard
Monsieur OZCELIK Mustafa
Monsieur PAGELOT Dominique
Monsieur RACINE Jean
Monsieur RIGOLLET Thierry

Membres absents représentés :

Monsieur CALMELS Jean-Pierre Pouvoir donné à M MICLO Jean-Paul
Monsieur COMBEAU Jean-Michel Pouvoir donné à M GARION Eric
Madame GEHIN Martine Pouvoir donné à M ANDRES Dominique
Monsieur NICAISE Roger Pouvoir donné à M BONNE Grégory
Monsieur REMY Michel Pouvoir donné à M RIGOLLET Thierry

Membres absents :

Monsieur BANSEPT Aurélien
Monsieur DESCOUPS Damien
Monsieur DUBOIS Gilles
Monsieur GRANDEMANGE Erik
Monsieur LIENARD Pascal
Monsieur MATHIEU Jérôme
Monsieur VALANCE Jacques
Monsieur VOITOT Ludovic

Secrétaire de séance : Monsieur Jean RACINE

Le quorum (plus de la moitié des 57 membres) étant atteint, la séance est ouverte.

Ordre du jour :

- Proposition d'ajout de trois points à l'ordre du jour
- DCS05_2025 - [Délibération] Installation d'un nouveau délégué au Comité Syndical
DCS06_2025 - [Délibération] Désignation d'un membre du comité syndical au bureau

DCS07_2025 - [Délibération] Approbation du procès verbal de la réunion du Comité Syndical du 5 février 2025
DCS08_2025 - [Délibération] Délégation des pouvoirs au Bureau Syndical
DCS09_2025 - [Délibération] Création d'un Code service - TVA intracommunautaire
DCS10_2025 - [Délibération] Budget primitif 2025
DCS11_2025 - Attribution d'un mandat spécial pour déplacement d'une élue.
DCS12_2025 - Attribution d'une subvention de pour la manifestation "Vigotte Lab"
- Questions diverses

- Proposition d'ajout de trois points à l'ordre du jour

- Installation de M. POIFOULLOT
- Désignation d'un délégué CCB2V au Bureau Syndical
- Renouvellement des délégations au Bureau Syndical.

La modification de l'ordre du jour est validée à l'unanimité.

23 voix pour

DCS05_2025 - Installation d'un nouveau délégué au Comité Syndical

M. POIFOULLOT se présente, il est Maire de Fontenay et intervient en tant que nouveau représentant de la CCB2V. En effet, à la suite du renouvellement du Conseil Municipal de Bruyères, Pascale FETET anciennement déléguée au Comité Syndical, ne siège plus.

N° DE DELIBERATION : DCS05_2025

Installation d'un nouveau délégué au Comité Syndical

VU les dispositions du Codes Général des Collectivités Territoriales,

VU les statuts du SMMA

VU la délibération de la CCB2V portant désignation d'un nouveau membre titulaire au Comité Syndical Moselle Amont

Considérant qu'il convient de procéder à l'installation d'un nouveau délégué titulaire du Syndicat Mixte Moselle Amont, représentant la CCB2V à la suite des élections anticipées de la commune de Bruyères et la fin du mandat de madame Pascale FETET

VU le tableau des délégués syndicaux titulaires et suppléants du SMMA

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

PREND ACTE du nouveau tableau du Comité Syndical du SMMA tel qu'annexé à la présente délibération et procède à l'installation de Monsieur Jérôme POIFOULLOT maire de FONTENAY

CONFIRME que les autres membres du Comité Syndical du SMMA demeurent inchangés

23 voix pour

DCS06_2025 - Désignation d'un membre du comité syndical au bureau

M. POIFOULOT est candidat, M. ANDRES demande si d'autres personnes le sont. En l'absence d'autre candidature, il fait procéder au vote.

La désignation de M. POIFOULOT au Bureau Syndical est adoptée à l'unanimité des membres du Comité Syndical.

N° DE DELIBERATION : DCS06_2025

Désignation d'un membre du comité syndical au bureau

Le Président expose que des élections communales anticipées se sont déroulées à Bruyères le 26 janvier 2025. Par conséquent depuis que son mandat communal a été révoqué, Madame Pascale FETET, qui avait été élue comme déléguée au bureau syndical ne peut plus exercer son mandat ni en Comité Syndical, ni en Bureau. De nouvelles élections ayant eu lieu et un(e) délégué(e) communautaire ayant été désigné(e) pour siéger au Comité Syndical, il faut à présent désigner un(e) nouveau(elle) délégué(e) au Bureau Syndical.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10 ;

Vu la délibération du 3 février 2022 déterminant le nombre de Vice-Présidents et le nombre de membre au Bureau Syndical ;

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

Décide de procéder à l'élection du membre du Bureau Syndical manquant.

Election du membre du Bureau

Est candidat après appel de candidature :

- Monsieur Jérôme POIFOULOT

Il est ensuite procédé au déroulement du vote. Monsieur POIFOULOT est élu à l'unanimité

23 voix pour

DCS07_2025 - Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité Syndical du 5 février 2025

N° DE DELIBERATION : DCS07_2025

Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité Syndical du 5 février 2025

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

Approuve le Procès-Verbal de la réunion du Comité Syndical du 05 février 2025

23 voix pour

DCS08_2025 - Délégation des pouvoirs au Bureau Syndical

Le Président propose de renouveler les délégations de pouvoir du Comité Syndical au Bureau Syndical. M. ANDRES liste ce qui n'est pas délégué au Bureau Syndical.

La délégation était attribuée, et renouvelé pour l'année à chaque début d'année. Cette délégation se terminait le 20 février 2025. Il est proposé de renouveler cette délégation, cette fois-ci jusqu'à la fin du mandat en cours.

N° DE DELIBERATION : DCS08_2025

Délégation des pouvoirs au Bureau Syndical

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

DELEGUE au bureau, jusqu'à la fin du mandat, ses attributions à l'exception des attributions listées ci-dessous :

- Le vote du budget de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances,
- L'approbation du compte administratif,
- Les dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 du code général des collectivités territoriales
- Les dispositions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat,
- L'adhésion du syndicat à un établissement public,
- La délégation de la gestion d'un service public.

23 voix pour

DCS09_2025 - Création d'un Code service - TVA intracommunautaire

Dans le cadre de l'étude pour l'aménagement de la Moselle à Socourt – Gripport. Le SMMA a désigné un bureau d'études Belge pour réaliser l'étude faune-flore. Comme il ne s'agit pas de la même TVA qu'en France, il convient de solliciter l'attribution d'un code service auprès du Centre de Gestion Comptable des Vosges afin de pouvoir payer cette TVA.

N° DE DELIBERATION : DCS09_2025

Création d'un Code service - TVA intracommunautaire

Monsieur le Président expose que suite à l'attribution du marché à l'entreprise Stream River dont le siège social est situé en Belgique concernant l'étude Faune / Flore sur le programme Socourt / Gripport, la gestion comptable de la TVA doit passer par la création d'un code service.

Que ce code service prendrait effet à compter de la délibération soit le 05 mars 2025 et que la périodicité de déclaration de la TVA serait fixée au semestre.

Après en avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

AUTORISE la création d'un code service assujetti à la TVA intracommunautaire

AUTORISE Monsieur le Président à procéder à toutes les démarches nécessaires à cette opération.

23 voix pour

DCS10_2025 - [Délibération] Budget primitif 2025

En préambule, M. ANDRES insiste pour remercier l'ensemble de l'équipe, ainsi que des Vice-présidents, pour la qualité du travail réalisé cette année pour la préparation du budget.

Les rencontres avec les EPCI ont démarré depuis une dizaine de jours et permettent des échanges de grande qualité, d'autant que ces réunions sont préparées en amont entre les services du SMMA et des EPCI membres.

Il précise qu'aujourd'hui le budget est présenté, sans arrêter le montant des participations de chaque EPCI car toutes les rencontres n'ont pas eu lieu, et que certains EPCI ont choisi de lisser leurs cotisations avec les excédents présentés, alors que d'autres préfèrent anticiper les augmentations à venir en choisissant de cotiser plus fortement pour l'année 2025.

M. RIGOLLET prend le relais pour présenter les éléments du budget.

Il précise que les dépenses ne sont pas à la hauteur de ce qui était envisagé du fait de retards liés à des études complémentaires sur différents projets, ainsi qu'à l'absence de la Direction depuis le mois de juin 2024.

En investissement, les dépenses portent surtout sur l'achat de véhicules et un peu de bureautique.

Pour l'heure, en dépenses de fonctionnement :

Les charges générales sont inférieures à ce que prévoyait la prospective élaborée les années précédentes.

Accessoirement, les charges de personnel restent contenues et collent avec la prospective financière qui était élaborée précédemment. Deux postes sont en cours de recrutement (1 temps partiel sur l'administratif, et 1 temps plein au service Technique pour remplacer M. TAUPIAC dans ses missions depuis sa prise de fonction en tant que responsable technique). Ces recrutements étaient prévus l'année précédente, mais n'ont pas eu lieu du fait de la réorganisation, c'est ce qui permet de maintenir à l'identique les charges de personnel par rapport à l'année 2024.

Les dépenses en fonctionnement portent essentiellement sur les études et travaux, qui pour l'instant sont toujours imputées sur la section « Fonctionnement » du budget.

Cela concerne les études, et travaux, réalisés en GeMA ainsi que des études menées dans le cadre de la P.I.

Mme GREMILLET demande ce à quoi correspondent les frais évoqués par rapport au Bureau d'Etude ARTELIA.

M. TAUPIAC explique l'historique de la situation dont le SMMA a hérité à sa création, et à la manière dont ont été réalisées les négociations avec ARTELIA, pour aboutir à une indemnisation de 25 000 € H.T.

M. RIGOLLET précise qu'il s'agit d'un accord ayant permis de rétribuer un travail effectivement réalisé par le Bureau d'Etudes.

Mme LOUIS évoque le fait qu'il existe des écarts sur certains montants présentés à l'écran, par rapport aux éléments dont les élus disposent au format papier.

M. ANDRES explique qu'une grande partie de l'équipe est actuellement en stage et qu'il a pris l'initiative d'imprimer les tableaux financiers pour les élus, et qu'il est fort probable qu'il se soit trompé de fichier imprimé. Il invite les membres du Comité Syndical à prendre en considération les montants présentés à l'écran de projection.

Après vérification de Mme MAUREL, il s'avère qu'il y a eu un report d'intégration des amortissements en investissement qui ont été validés lors du Comité Syndical du 20 décembre 2024 dans la présentation proposée à l'écran. Les bons montants sont ceux qui figurent dans le tableau au format papier distribué aux membres du Comité Syndical.

Mme GREMILLET demande pourquoi il est prévu un virement des excédents de la section de fonctionnement vers la section d'investissement alors que les travaux et études GeMA reposent essentiellement sur le Fonctionnement. M. RIGOLLET répond que cela participe à l'équilibre du budget, et qu'il s'agit de montants infimes au regard des dépenses prévues dans les années à venir.

M. PAGELOT demande si le SMMA n'a pas prévu d'assurance pour ce qui relève des dépenses liées à la protection fonctionnelle d'un ancien agent du SMMA. Il existe des assurances qui reversent directement les montants au cours de l'affaire.

M. ANDRES répond que nous avons bien une assurance et qu'il y aura des reversements de celle-ci, mais comme il s'agit d'un élément très récent, il convient de voir comment se passent les remboursements avec notre assureur.

Mme GREMILLET fait une remarque quant au fait que l'on vote un budget sans connaître exactement les montants de cotisation des EPCI, sachant que cela pourrait varier en fonction des cotisations réellement versées.

M. POIFOULOT ajoute qu'au vu des montants envisagés, le montant de la taxe GeMAPI de la CCB2V va être multipliée par 3 dans les années à venir, avec près de 15 €/habitant.

M. RIGOLLET répond qu'il convient de voter le budget afin de pouvoir engager les dépenses qui permettront aux différents projets d'avancer, mais sur la majorité de ces derniers on passe de la phase étude, à la phase de travaux qui est financièrement beaucoup plus lourde.

Se pose ensuite la question de savoir si les EPCI seront encore en mesure de verser les cotisations nécessaires pour la réalisation des projets, au vu des augmentations de cotisation en perspective.

M. RIGOLLET insiste sur le fait que les réalisations seront très compliquées s'il n'est pas possible de recourir à l'emprunt pour lisser les cotisations des EPCI dans le temps pour mener les travaux nécessaires.

Après une nouvelle présentation des clés de répartition des participations des EPCI en fonction des différents stades d'avancement des projets, Mme MAUREL projette à la demande de M. ANDRES, le tableau récapitulatif des perspectives de cotisation des EPCI pour 2025.

M. BONNE précise que dans le cadre du travail sur les milieux aquatiques (GeMA et P.I.) le fait de recourir à l'emprunt pose le risque de s'endetter alors que les milieux aquatiques évoluent sans cesse, et qu'il est probable qu'après une première phase de travaux, d'autres soient nécessaires par la suite. Mme GREMILLET ajoute qu'il est possible que le montant de la taxe GeMAPI prélevée sur le territoire n'est pas suffisante par rapport à ce qui se fait ailleurs. M. « le Maire de Deyvillers » explique qu'avec les perspectives données dans le cadre du dérèglement climatique, il se pourrait qu'il soit nécessaire de travailler encore plus fortement sur les thématiques du SMMA. M. GARION répond qu'en discutant avec les élus nationaux, ils font allusion au fait qu'il faut recourir à la taxe GeMAPI pour financer les travaux nécessaires, et qu'il est fort probable qu'un montant de 5 à 6 €/habitant ne soit pas suffisant à terme.

M. RIGOLLET propose que soit diffusée une présentation telle que celle effectuée pour la rencontre avec la C.A.E., de manière à ce que les membres du Comité Syndical soient au courant des informations données aux Président(e)s des EPCI du périmètre du SMMA lors des rencontres annuelles. Cela permet d'illustrer l'ensemble des données dont disposent les exécutifs pour définir les montants de leurs cotisations au SMMA, pour démontrer la transparence dans laquelle travaille le SMMA.

M. PAGELOT estime qu'il est nécessaire d'améliorer la communication car il semblerait que certains élus au sein des Conseils Communautaires et/ou Municipaux, soient peu au courant de ce que fait le SMMA, il faut améliorer cet aspect-là.

M. ANDRES rappelle qu'un groupe de travail est en cours de constitution pour avancer sur la communication auprès des élus et des administrés du territoire, un appel à participation a été lancé la semaine dernière.

N° DE DELIBERATION : DCS10_2025 **Budget primitif 2025**

Le budget primitif 2025 du Syndicat Mixte Moselle Amont fait suite au rapport d'orientations budgétaires, présentées lors du Comité Syndical du 05 février 2025.

Le budget primitif 2025 s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 5 496 178.95 € répartie comme suit :

I/. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'élève à 4 996 557.90 € en dépenses réelles et à 5 149 998.95 € en recettes réelles.

Les opérations d'ordre, étant les suivantes

- Les dotations aux amortissements pour un montant de 14 870.12€
- Le virement à la section d'investissement s'élève à 138 570.93 €

	BUDGET PRIMITIF 2025
Fonctionnement - Dépense	5 149 998.95 €
011 - Charges à caractère général	4 489 317.90 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	407 440.00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 870.12 €
65 - Autres charges de gestion courante	59 800.00 €
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	40 000.00 €
023 - Virement vers la section d'investissement	138 570.93 €
Fonctionnement - Recette	5 149 998.95 €
002 - Résultat de fonctionnement reporté	1 997 056.88 €
74 - Dotations et participations	3 152 942.07 €

II/. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à hauteur de 346 180.00 € dont 272 680.00 € de dépense de travaux concernant la prévention des inondations.

	BUDGET PRIMITIF 2025
Investissement - Dépense	346 180.00 €
20 - Immobilisations incorporelles	27 000.00 €
21 - Immobilisations corporelles	318 180.00 €
27 - Autres immobilisations financières	1 000.00 €
Investissement - Recette	346 180.00 €
001 - Report excédent section d'investissement	83 738.95 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 870.12 €
021 - Virement de la section de fonctionnement ou Crédit	138 570.93 €
13 - Subventions d'investissement	109 000.00 €

La commission administration du 20 février 2025 a émis un avis favorable.

Le Bureau Syndical du 27 février 2025 a émis un avis favorable

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

APPROUVE le budget primitif 2025 par chapitre

22 voix pour

1 non-participant : M OZCELIK Mustafa

DCS11_2025 - Attribution d'un mandat spécial pour déplacement d'une élue.

N° DE DELIBERATION : DCS11_2025

Attribution d'un mandat spécial pour déplacement d'une élue

Vu les articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du CGCT ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 16 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991 ;

Le Président expose que :

Le mandat spécial correspond à une mission qui doit être accomplie, dans l'intérêt du Syndicat, par un ou plusieurs membres du comité syndical et avec l'autorisation de celui-ci. La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élue et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise quant à son objet et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels. La prise en charge de ces frais de déplacement restera conforme aux montants fixés par décret. Le remboursement des dépenses engagées dans l'exercice de ce mandat s'inscrit dans le cadre réglementaire de la délibération du Bureau Syndical, N°07_2024 le 21 mars 2024 relative à la prise en charge des frais des élus. Le Président demande de conférer le caractère de mandat spécial au déplacement de Madame Martine Géhin, Vice-Présidente en charge de la Prévention des Inondations, relatif à sa participation au Conseil d'Administration de France Digue le 21 octobre 2024 à Paris.

Les missions confiées à Madame GEHIN consisteront à :

- Participer aux différentes réunions de travail organisées durant cette journée, - Rencontrer les autres représentants des syndicats mixtes pour échanger sur les enjeux liés à la prévention des inondations,
- Assurer la promotion des initiatives du Syndicat Mixte Moselle Amont, - Recueillir des informations et des contacts utiles au développement des projets du syndicat,
- Présenter un compte rendu rapide de cette journée, en mettant en avant ses enseignements et les opportunités identifiées, lors de la prochaine réunion du Bureau Syndical.

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

APPROUVE la prise en charge des frais liés à ce mandat spécial sous la forme d'un remboursement a posteriori des frais avancés sur présentation de justificatifs Précise que les dépenses faisant l'objet d'un remboursement concernent les frais de transport, les frais de restauration et les frais d'hébergements doivent être conforme à la délibération susmentionnée.

AUTORISE le Président à signer tout document relatif au remboursement de l'ensemble des frais avancés par Madame GEHIN dans le cadre du Mandat Spécial approuvé par le Bureau Syndical

22 voix pour

1 non-participant : M OZCELIK Mustafa

DCS12_2025 - Attribution d'une subvention de pour la manifestation "Vigotte Lab"

N° DE DELIBERATION : DCS12_2025

Attribution d'une subvention de pour la manifestation "Vigotte Lab"

Le Président expose que le 19 mars 2025, La Maison Familiale Rurale de Ramonchamp organise, une manifestation de sensibilisation sur le thème « *Et si nous pouvions cultiver l'eau ?* »

Le Syndicat Mixte Moselle Amont a été invité à intervenir au titre de ses missions d'animation et a désigné un binôme d'un élu et d'un technicien pour représenter le SMMA.

En parallèle, la MFR sollicite une participation financière au SMMA, en vue de l'organisation de cette journée, pour un montant total de 300 €.

Après avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

AUTORISE la participation financière du SMMA à la MFR pour la manifestation du 19 mars 2025

AUTORISE le Président à signer tout document relatif à cette participation

22 voix pour

1 non-participant : M OZCELIK Mustafa

Questions diverses

Proposition d'ajout de deux points à l'ordre du jour, non mentionné dans la convocation initiale :

- Attribution d'une subvention de 300 € pour la manifestation "Vigotte Lab"
- Attribution d'un mandat spécial pour déplacement d'une élue.

Les sujets étant épuisés, le Président lève la séance à 20h00.

Monsieur Jean RACINE
Secrétaire de séance

Monsieur ANDRES Dominique,
Président